

L'état des relations transatlantiques

Février 2006

Les relations euro atlantiques sont entrées dans une nouvelle ère après les attentats du 11 septembre 2001. Ce jour là, le titre du journal Le Monde, « nous sommes tous Américains », exprimait l'élan de solidarité à l'égard du peuple américain. Si la France a montré un soutien inconditionnel à la guerre en Afghanistan, son opposition et celle de l'Allemagne à la guerre en Irak est vécue par les Etats-Unis comme un abandon de la part de pays alliés. Ces Etats sont qualifiés de « vieille Europe » par Donald Rumsfeld, Ministre de la Défense, par opposition aux gouvernements britannique, espagnol, polonais, bulgare, danois, lituanien, portugais, hongrois, italien, roumain, ukrainien, néerlandais, tchèque et slovaque qui participeront activement à la guerre, et cela malgré les manifestations pacifistes dans certains de ces pays. En février 2003, le Ministre des Affaires étrangères Dominique de Villepin prononçait un discours retentissant à la tribune des Nations Unies pour défendre les valeurs de la « vieille Europe » et s'opposer aux intentions belliqueuses des Etats-Unis. La France étant membre permanent du Conseil de Sécurité, elle empêchait les Etats-Unis d'adopter une résolution pour envahir l'Irak sous l'égide des Nations Unies.

Il s'ensuivit un boycott de produits français ainsi que des actes symboliques telles que le changement de nom des frites, de *French fries* à *freedom fries*. Une fois proclamée la fin des hostilités, Condoleezza Rice déclarait "il faut punir la France, ignorer l'Allemagne et pardonner à la Russie". Du coté européen, on s'indignait de l'unilatéralisme et du non-respect du droit international. L'Europe perdait confiance en la bienveillance des Etats-Unis. La « vieille Europe » et les Etats-Unis ont montré des indices de rapprochement tout en étant en opposition sur des sujets importants.

Les tentatives de réconciliation

Dès la fin de 2003, George W. Bush envoyait un émissaire pour obtenir de Jacques Chirac et Gerhard Schröder une baisse de la dette irakienne. Les deux pays ont alors tenté de profiter du réchauffement pour obtenir des concessions en Irak, dont leurs entreprises étaient exclues. En février 2005, Condoleezza Rice, devenue Secrétaire d'Etat, faisait le tour de l'Europe où elle laissa un souvenir positif, laissant de coté l'unilatéralisme américain et facilitant ainsi la venue de George W. Bush quelques semaines plus tard. Ce dernier déclarait alors : « Mon premier objectif est de rappeler aux Américains et Européens que la relation transatlantique est très importante pour nos sécurités mutuelles et pour la paix, que nous avons parfois des différences mais que nous ne différons pas sur les valeurs ».

Le chancelier Gerhard Schröder réclamait que le dialogue transatlantique ne se limite pas aux réunions de l'Otan, une organisation dominée par les Etats-Unis, mais qu'il tienne compte de la voix de l'Union européenne dans son ensemble. Désormais, l'Union européenne doit remplacer l'Otan comme lieu privilégié du dialogue transatlantique. Les Etats-Unis ont ensuite refusé la demande de Gerhard Schröder d'une réforme de l'Otan. Par contre, à Bruxelles, la rencontre entre le Président américain et les vingt-cinq chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union montre la légitimité de l'Europe en tant qu'interlocuteur de poids. José Manuel Barroso, Président de la Commission européenne, déclarait dans ce sens : « L'Amérique a besoin de l'Europe et l'Europe a besoin de l'Amérique ».

De passage à Nice pour la rencontre des Ministres des Affaires étrangères de l'Otan, Donald Rumsfeld ironisait sur sa formule de « vieille Europe », deux ans plus tôt à la même tribune : « c'était le vieux Rumsfeld ».

Une coopération nécessaire

Les Etats-Unis et l'Europe ont besoin de se mettre d'accord sur de nombreux sujets internationaux. En Irak, la France et l'Allemagne repoussent toujours l'idée d'envoyer des troupes sur le terrain. Par contre, ils ont accepté de former la police irakienne à l'extérieur du pays et d'assister aux élections. La France et l'Allemagne ne voient pas d'intérêt à laisser l'autorité américaine s'affaiblir et abandonner l'Irak au chaos. Comme les Etats-Unis, les Européens espèrent la naissance d'une démocratie durable irakienne.

Par ailleurs, la France et les Etats-Unis ont travaillé conjointement pour le retrait de la Syrie au Liban. Les Etats-Unis ont apprécié l'appel de Jacques Chirac à une enquête internationale sur l'assassinat de Rafic Hariri. Washington paraît même prêt à faire des efforts en vue de la réforme du Conseil de Sécurité des Nations unies. Enfin, l'Union européenne et les Etats-Unis travaillent conjointement contre la menace terroriste et l'islamisme radical, notamment suite aux attentats de Madrid, de Londres et l'assassinat du cinéaste Théo Van Gogh.

La France, la Grande Bretagne et les Etats-Unis doivent peser de tout leur poids au Conseil de Sécurité des Nations unies pour empêcher la Russie de poursuivre son programme nucléaire avec l'Iran. D'ailleurs la Russie et la Chine sont d'ores et déjà d'accord pour une saisine du Conseil de Sécurité. La coopération transatlantique est concrètement relancée.

Des désaccords persistants

Dès son arrivée au pouvoir, George W. Bush avait refusé de demander au Sénat de ratifier le protocole de Kyoto, chose qu'il n'avait pas l'intention de faire par ailleurs. Une fois le protocole entré en vigueur, le Président américain promettait de prendre des initiatives hors traité pour réduire les émissions américaines de gaz à effet de serre. Lors de la Conférence sur le Climat à Montréal en 2005, les 189 délégations ont réussi à inclure les Etats-Unis dans un espace de dialogue non contraignant.

Certains produits européens sont toujours surtaxés aux Etats-Unis sur décision de l'OMC du fait du refus de l'Union européenne d'importer des produits transgéniques américains. Les négociations de l'OMC sont bloquées notamment du fait du désaccord transatlantique sur les droits de propriété intellectuelle et sur la brevétisation des logiciels.

Les Etats-Unis et l'Europe sont par ailleurs en désaccord sur la question de la levée de l'embargo européen sur les armes à la Chine et sur les déficits américains.

D'autre part, l'Europe reproche à Washington d'être trop favorable à Israël et Washington dénonce le regain des actes antisémites en France en 2004 notamment. L'« hyperpuissance » mythifiée par l'ancien Ministre des Affaires étrangères Hubert Védrine est aujourd'hui synonyme d'absence de concertation avec les alliés de l'Otan ou dans le cadre multilatéral de l'ONU, une image contre ses intérêts qu'elle semble décider à changer.